

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE MÉDECINE

N° 2

GUERRE 1914-1915

DES

MÉDECINS PRISONNIERS DE GUERRE DES ALLEMANDS

Comment ils furent traités

Ce qu'ils virent

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue à la Faculté de Médecine de Montpellier

Le 6 Novembre 1915

PAR

Hippolyte POISSON

Né à Palluau (Vendée), le 19 juillet 1881

Ancien interne des asiles de la Seine et des hôpitaux d'Oran

Pour obtenir le Grade de Docteur en Médecine

Examineurs
de la Thèse

BAUMEL, Professeur, *Président*.

BERTIN-SANS, Professeur

GALAVIELLE, Agrégé.

JEANBRAU, Agrégé libre.

Assesseurs

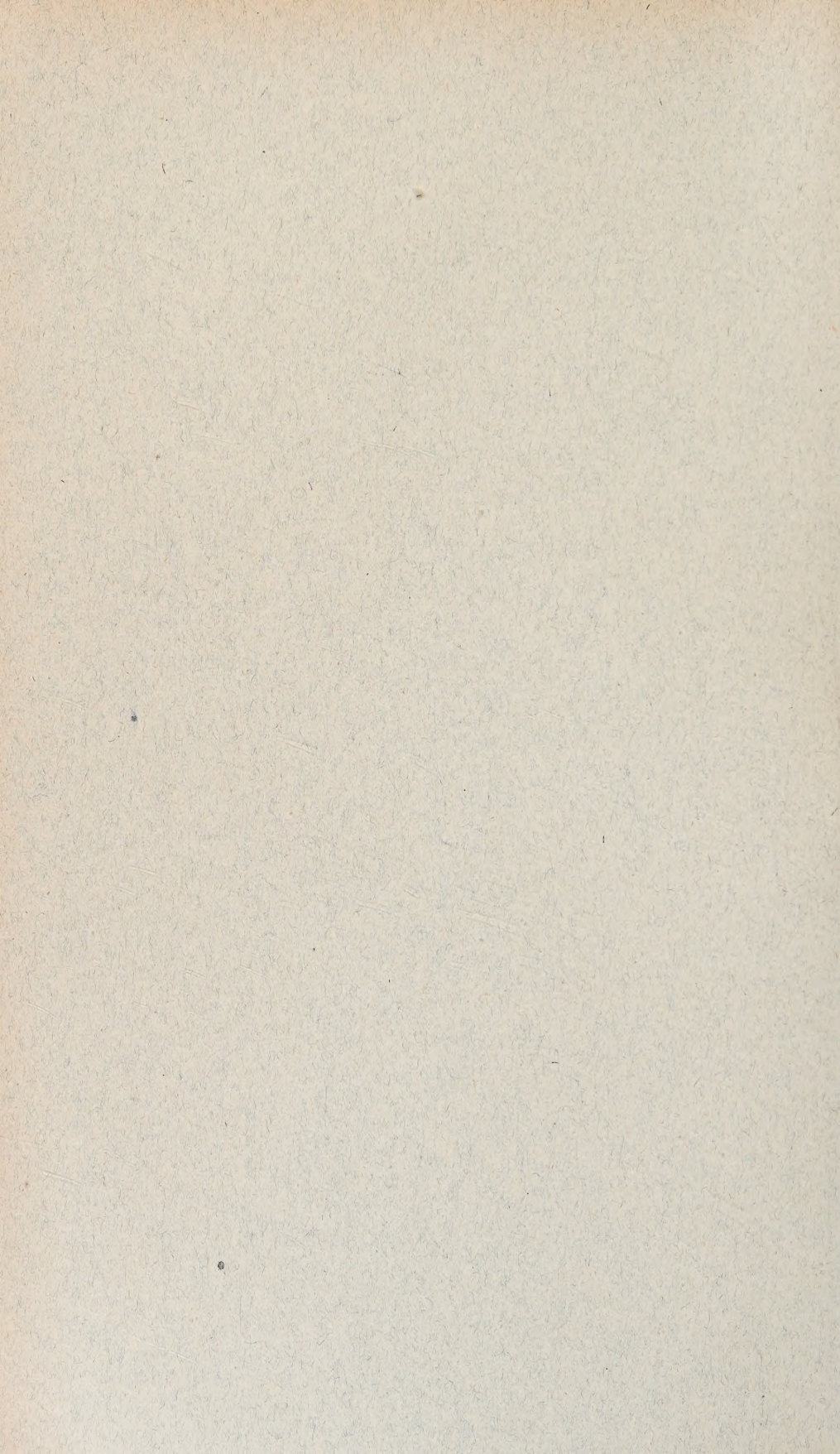


MONTPELLIER

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

14, Avenue de Toulouse — Téléphone : 8-78

1915



GUERRE 1914-1915

DES

MÉDECINS PRISONNIERS DE GUERRE

DES ALLEMANDS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE MÉDECINE

N° 2

GUERRE 1914-1915

DES

MÉDECINS PRISONNIERS DE GUERRE DES ALLEMANDS

Comment ils furent traités
Ce qu'ils virent

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue à la Faculté de Médecine de Montpellier

Le 6 Novembre 1915

R. UNIV.

BIBLIOTHEEK
LEIDEN

PAR

Hippolyte POISSON

Né à Palluau (Vendée), le 19 juillet 1881

Ancien interne des asiles de la Seine et des hôpitaux d'Oran

Pour obtenir le Grade de Docteur en Médecine

Examineurs
de la Thèse

BAUMEL, Professeur, *Président.*

BERTIN-SANS, Professeur

GALAVIELLE, Agrégé.

JEANBRAU, Agrégé libre.

Assesseurs



MONTPELLIER

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

14, Avenue de Toulouse — Téléphone : 8-78

1915

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Administration

MM. MAIRET (*).	DOYEN.
SARDA	ASSEESSEUR.
IZARD	SECRÉTAIRE

Professeurs

Clinique chirurgicale.....	MM. TEDENAT (*).
Clinique médicale.....	CARRIEU (*).
Clinique des maladies mentales et nerveuses.....	MAIRET (*).
Physique médicale.....	IMBERT (*).
Botanique et histoire naturelle médicales.....	GRANEL.
Clinique chirurgicale.....	FORGUE (*).
Clinique ophtalmologique.....	TRUC (O. *).
Chimie médicale.....	VILLE.
Physiologie.....	HEDON.
Histologie.....	VIALLETON.
Pathologie interne.....	DUCAMP.
Anatomie.....	GILIS (*).
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	ESTOR.
Microbiologie.....	RODET.
Médecine légale et toxicologie.....	SARDA.
Clinique des maladies des enfants.....	BAUMEL (*).
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOSC.
Hygiène.....	BERTIN-SANS (H.)
Clinique médicale.....	RAUZIÉR (*).
Clinique obstétricale.....	VALLOIS.
Thérapeutique et matière médicale.....	VIRE.
Anatomie pathologique.....	MASSABUAU.

Professeurs adjoints : MM. DE ROUVILLE, PUECH, MOURET.

Doyen honoraire : M. VIALLETON.

Professeurs honoraire : MM. E. BERTIN-SANS (*), HAMELIN (*), GRASSET (O. *).

Secrétaire honoraire : M. GOT.

Chargés de Cours complémentaires

Clinique gynécologique.....	MM. DE ROUVILLE, prof.-adj.
Accouchements.....	PUECH, profes.-adjoint.
Clinique d'oto-rhino-laryngologie.....	MOURET, profes.-adj.
Pathologie externe.....	LAPEYRE, agr. lib. ch. de c.
Clinique des maladies des voies urinaires.	JEANBRAU *, agr. lib. ch. de c.
Clinique ann. des mal. syphil. et cutanées...	VEDEL, agr. lib. ch. d. c.
Médecine opératoire.....	SOUBEYRAN, agr. lib. ch. d. c.
Clinique annexe des maladies des vieillards.	EUZIERE, agrégé.
Accouchements.....	P. DELMAS, agrégé.

Agrégés en exercice

MM. GALAVIELLE.	MM. RICHE.	MM. J. DELMAS.
GRYNFELTT.	CABANNES.	RIMBAUD.
LAGRIFFOUL.	DERRIEN.	ROGER.
LEENHARDT.	P. DELMAS.	E'ETIENNE.
GAUSSEL.	EUZIERE.	LISBONNE.

Examineurs de la thèse :

MM. BAUMEL, Président.	MM. GALAVIELLE, Agrégé.
BERTIN-SANS, Professeur.	JEANBRAU, Agrégé libre.

La Faculté de Médecine de Montpellier décide que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leur auteur; qu'elle n'entend leur donner ni approbation, ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

*Qui fut toujours pour moi si bon
et si aimant.*

A MA MÈRE

*Faible témoignage de reconnaissance
et de filiale affection.*

A MES SOEURS, A MES FRÈRES

A MES PARENTS, A MES AMIS

H. POISSON.

A MES MAITRES
MESSIEURS LES PROFESSEURS DE L'ECOLE
DE MÉDECINE DE NANTES

A MES MAITRES
MESSIEURS LES PROFESSEURS, MÉDECINS
CHIRURGIENS
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
DE MONTPELLIER

H. POISSON.

A MONSIEUR LE DOCTEUR TRUEL

MÉDECIN-CHEF DES ASILES DE LA SEINE

A MM. LES DOCTEURS GLATARD ET SOLAL

MÉDECINS DES HÔPITAUX D'ORAN

A MESSIEURS LES DOCTEURS

MÉDECINS-MAJORS DE 1^{re} CLASSE

MORVAN, DU 60^e D'INFANTERIE

SAVOURNIN, DU 6^e TIRAILLEURS ALGÉRIENS

A TOUS MES CAMARADES DE CAMPAGNE

ET DE CAPTIVITÉ

H. POISSON.

A MONSIEUR LE DOCTEUR FOURNIÉ

MÉDECIN-INSPECTEUR

DIRECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ DE LA XI^e RÉGION

A MONSIEUR LE DOCTEUR PELTIER

MÉDECIN-CHEF DE LA PLACE DE LA ROCHE-SUR-YON

A MONSIEUR LE DOCTEUR CHAZET

MÉDECIN-CHEF DES DÉPÔTS DU 93^e ET DU 83^e

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR BAUMEL

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Remerciements les plus vifs pour le
grand honneur qu'il nous a fait en
acceptant la présidence de notre thèse.*

H. POISSON.

AVANT-PROPOS

Puisque ce modeste ouvrage doit marquer la fin de nos études, qu'il nous soit permis avant de commencer d'adresser ici, selon l'usage, un souvenir reconnaissant à tous nos Maîtres de l'Ecole de médecine de Nantes et de la Faculté de Montpellier.

Nous devons remercier aussi M. le docteur Truel, des asiles de la Seine, qui nous enseigna les principes de la médecine mentale, si utiles dans l'exercice de notre profession.

C'est dans les hôpitaux d'Oran que nous nous perfectionnâmes en clinique sous la direction éclairée des docteurs Glalard et Solal ; nous tenons à leur témoigner ici notre sincère gratitude.

Au cours de notre vie d'étudiant, nous eûmes le bonheur de rencontrer auprès de beaucoup de nos camarades de fraîches et solides amitiés, qu'un éloignement et une séparation obligatoires ne pourront altérer.

Si durant cette effroyable guerre nous vécûmes souvent de mauvais jours, ce nous fut une consolation de trouver dans nos chefs et près de nos camarades de campagne et de captivité d'inoubliables amis.

A M. le médecin-major Savournin et à tous les médecins du 6^e Tirailleurs, au docteur Timsitt, notre fidèle compagnon d'infortune, à M. le médecin-major Morvan et à tous les comarades de Chauny, d'Avesnes, de Limburg et de Cassel nous adressons ici un souvenir ému et impérissable.

Enfin nous ne saurions mieux clore cet avant-propos qu'en saluant les victimes infortunées de leur héroïque dévouement : les docteurs Rigollot-Simonet, chirurgien à l'hôpital Saint-Joseph de Paris, Lassallas, Natier, Périer et Dumas, décédés du typhus dans les camps de Cassel et de Langensalsa.

INTRODUCTION

Durant les dix mois passés en lignes allemandes, puis en Allemagne, il nous fut donné de connaître une centaine de confrères : médecins français, russes, anglais ou belges. Il nous a paru curieux de condenser en cette thèse leur témoignage et nos observations personnelles. Si la valeur scientifique d'un semblable travail apparaît contestable, nous espérons qu'elle sera compensée par son caractère anecdotique et par les quelques données pratiques qu'on pourra en déduire.

Il nous sera facile de démontrer que, dans les cas les plus fréquents, la Convention internationale de Genève du 6 juillet 1906 ne fut pas respectée, que les médecins et le personnel sanitaire furent le plus souvent traités en simples prisonniers de guerre. Sans doute fûmes-nous appelés à assister nos blessés et nos malades, mais jamais il n'en résulta pour nous aucun des avantages auxquels nous donnait droit notre titre de médecins (liberté relative, solde, etc.).

Du moins ce rôle médical nous aurai-t-il permis quelques observations intéressantes dans les divers milieux où nous eûmes à le remplir : dans les hôpitaux de for-

tune qu'il fallut établir en lignes allemandes pour soigner les nombreux blessés qu'on nous abandonna ; dans les camps de concentration que ravagèrent parfois de terribles épidémies.

A chaque étape de notre captivité correspondent, en effet, des faits nouveaux, et une division toute naturelle de cette relation sera d'exposer, à propos de chacune d'elles, la situation qui nous fut faite et les constatations médicales qu'elle nous suggéra.

D'où quatre chapitres :

CHAPITRE I	{	Cuts, Blérancourt (Oise) (17-20 septembre 1915) Comment nous fûmes faits prisonniers
CHAPITRE II	{	Chauny (Aisne), Avesnes (Nord) (20 septembre 1914 - 14 février 1915) Les hôpitaux de fortune. — Nos blessés
CHAPITRE III	{	Camp de Limburg-sur-Lahn (Hesse-Nassau) (14 février - 6 mai 1915) Cas d'inanition
CHAPITRE IV	{	Camp de Cassel (6 mai - 14 juillet 1915) Le typhus exanthématique

DES
MÉDECINS PRISONNIERS DE GUERRE
DES ALLEMANDS

CHAPITRE PREMIER

**Comment nous fûmes faits prisonniers. — Premiers
jours en lignes allemandes**

Cuts, Blérancourt (Oise) (17-20 septembre 1914)

Au cours de la brillante victoire de la Marne (6-12 septembre 1914), les Allemands reculèrent hâtivement devant notre offensive foudroyante. Le 13, trouvant sur l'Aisne une ligne de défenses favorable, ils s'arrêtaient, nous faisaient tête, organisaient ces positions (sur lesquelles ils tiennent encore) et contenaient les efforts héroïques des troupes françaises en ces points. C'est pendant une action de détail de cette bataille dite de l'Aisne (15-18 septembre) que nous fûmes faits prisonniers. Voici dans quelles circonstances :

Les divisions du 7^e et du 4^e corps, qui avaient franchi

l'Aisne à la poursuite des Allemands, s'étaient heurtées à cette résistance et n'avaient pu remonter les plateaux de la rive droite. La 37^e division, à laquelle appartenait le 6^e régiment de Tirailleurs, fut chargée d'une manœuvre enveloppante en remontant la vallée de l'Oise vers Chauny. Le 15 septembre, nous prenions d'assaut le petit bourg de Cuts (Oise) à la hauteur de Noyon ; le 16, nous devions progresser dans la direction de Bourguignon, mais, devant des forces plus importantes, nous reçûmes l'ordre de nous replier sur Cuts et d'en organiser la défense. Pendant toute la journée du 16 et la nuit du 16 au 17 nous résistâmes aux assauts furieux de l'ennemi qui, renonçant à enlever le village, le bombardait le 17 pendant que nous étions tournés par notre gauche insuffisamment défendue. A six heures du soir, les restes de notre régiment évacuant Cuts se frayaient un passage à la baïonnette à travers les bois qui le bordent au sud. Une demi-heure plus tard, les Allemands pénétraient dans la place. Une ambulance divisionnaire encombrée de sept ou huit cents blessés qu'elle n'avait pu évacuer, un groupe de brancardiers et notre poste de secours qui n'avait pas été averti de la retraite tombèrent aux mains de l'ennemi.

On s'imagine facilement l'attitude du vainqueur après ces quarante-huit heures d'une lutte acharnée : l'aide-major Rems s'étant présenté le premier essuya un coup de fusil qui ne l'atteignit heureusement pas ; l'officier reconnaissant des médecins fit aussitôt cesser le feu. Menaces, injures, fouille brutale ne nous furent cependant pas épargnées ; nos armes, nos bagages nous furent immédiatement enlevés.

Les infirmiers et brancardiers régimentaires furent aussitôt réunis et dirigés sur l'arrière, considérés comme

simples prisonniers de guerre parce qu'ils portaient l'uniforme des tirailleurs.

Les Allemands demandèrent alors deux médecins : Le docteur Timsitt, médecin auxiliaire, et nous-même fûmes désignés par notre médecin-chef et quittâmes les nôtres pour suivre les brancardiers ennemis. En leur compagnie nous fûmes occupés à relever nos blessés ; nous devons dire que le caporal brancardier nous-assura au cours de cette opération une protection efficace, expliquant à quiconque nous menaçait notre qualité de médecin. L'impartialité avec laquelle nous rapportons les faits nous contraint même de relater un épisode à l'avantage des infirmiers allemands : un quart d'heure après l'occupation, l'incendie allumé par des mains criminelles détruisait toute une partie du village ; il se trouva qu'un garage automobile où nous avions abrité une quarantaine des blessés français que nous avions recueillis devint lui-même la proie des flammes. Il fallait se hâter, car aucun de ces malheureux ne pouvait se mouvoir ; malgré la fumée épaisse et la chaleur intense, nous parvîmes avec l'aide des Allemands à les transporter en lieux sûrs.

Par une nuit obscure et sous la pluie, l'on nous dirigea ensuite sur le village de Camelin, distant de deux kilomètres. Nous y passâmes le reste de la nuit et la journée du 18 dans une école avec une trentaine de nos blessés, sous l'étroite surveillance de brutales sentinelles. Nous eûmes beaucoup de peine à obtenir un peu de paille pour les nôtres. Aucune nourriture ne nous fut fournie, seul le brave curé du village nous procura vers le soir quelques pommes de terre cuites à l'eau. Les médecins allemands qui vinrent nous visiter se montrèrent à notre égard assez bienveillants, mais

aucun ne put nous fixer sur le sort que l'on nous réservait.

Le 18, vers 6 heures du soir, des voitures vinrent prendre nos blessés pour les transporter à Blérancourt où était installé un hôpital allemand important. L'accueil du médecin-chef fut assez froid ; il nous déclara qu'il appartenait au général de disposer de nous : on nous logea la nuit dans la salle des officiers où la maîtresse de maison mit à notre disposition deux matelas.

Le 19 septembre, un détachement qui regagnait l'arrière nous conduisit jusqu'à Chauny. Durant les treize kilomètres que nous dûmes faire à pied, nous fûmes en butte aux railleries, aux injures des troupes qui se dirigeaient sur l'avant et de nombreux convois que nous rencontrâmes. Le docteur Timsitt qui m'accompagnait reçut même d'un conducteur un violent coup de pied. Arrivés à Chauny, après de multiples pérégrinations auprès des médecins et des officiers de la place, nous fûmes mis à la disposition de la Croix-Rouge française. On imagine sans peine notre joie de nous retrouver en milieu français après ces trois journées pénibles où l'ignorance complète de la langue allemande nous condamnait à un isolement absolu. Nous trouvâmes là le D^r B... du 41^e d'infanterie, et un médecin anglais faits prisonniers quelques jours avant. C'est dans cette ville de Chauny et parmi cet admirable personnel de la Croix-Rouge que nous devions passer près de quatre mois, séjour qui sera l'objet du chapitre suivant.

Nous avons déjà dit qu'une ambulance divisionnaire avec huit cents blessés fut elle aussi prise à Cuts, le 17 septembre 1914. Des médecins de cette formation,

les docteurs Pujade et Delpech, ont pu nous fournir à ce sujet d'intéressants détails ; cette ambulance, malencontreusement installée dans l'important château de Cuts, le 15 septembre, ne put évacuer ses blessés, notre ligne de retraite étant coupée le 16. Lorsqu'il s'agit d'organiser la défense du village on ne pût négliger le parc de cette propriété ; des groupes de zouaves et de tirailleurs, une section de mitrailleuses et même une pièce de 75 y furent disposés et firent merveille le 16 et le 17, voisinage assurément dangereux pour nos blessés. De fait, le bombardement et la fusillade n'épargnèrent point l'ambulance, obus et balles y firent de nombreuses victimes.

Les écuries du château, situées dans le parc, regorgeaient elles-mêmes de blessés : le groupe de brancardiers divisionnaires s'y était aussi abrité. Lors du corps à corps qui se livra pour l'occupation de chaque bosquet, des violences regrettables furent commises : les Allemands débouchant près de ces écuries achevèrent des blessés qui n'avaient pas encore eu le temps de se débarrasser de leurs armes. Deux prêtres brancardiers qui s'étaient avancés pour signaler la présence du poste de secours tombèrent victimes de leur dévouement. C'est à cet endroit que le Dr Boulet, du groupe des brancardiers divisionnaires, fut foudroyé d'une balle en plein front alors qu'il pensait un tirailleur.

Le docteur Rabourdin, du 104^e, témoin de ces scènes tragiques, nous a rapporté un détail caractéristique : Les Allemands, maîtres du parc, étaient décimés par le feu meurtrier des zouaves abrités derrière le mur séparant ce parc de la route ; maîtres des écuries, ils réunirent des infirmiers, les sommèrent sous les pointes des baïonnettes d'ouvrir le portail donnant sur la rue, de se

ranger en avant et de commander en français : « Cessez le feu. » Au cours de cette manœuvre plusieurs des nôtres furent mortellement atteints.

Le château fut bientôt envahi d'ennemis menaçants ; les officiers parlaient de représailles, prétextant qu'un feu de mitrailleuses avait été dirigé des fenêtres mêmes. A minuit on fit demander le médecin de garde ; le docteur Pujade se présenta, comme il nous l'a rapporté lui-même, fut traduit devant une sorte de conseil de guerre entouré de soldats baïonnette au canon. Par bonheur il put trouver un interprète pour expliquer que de l'ambulance même aucun acte de guerre n'avait été commis ; il invoqua le témoignage d'un capitaine et d'une quarantaine de soldats allemands blessés qui se trouvaient depuis le 15 au château ; ces arguments firent ajourner au lendemain toute décision à son sujet. Une enquête faite par la suite auprès des blessés ennemis soignés par les nôtres confirma sa déposition et le personnel de l'ambulance ne fut plus inquiété ; médecins et infirmiers de cette formation furent les jours suivants ramenés sur l'arrière.

Maintenant qu'à distance nous pouvons sainement analyser les faits, comment apprécier la conduite des Allemands pendant ces premiers jours ?

1° *A l'égard des blessés.* — Il est certain que des victimes innocentes furent immolées qui auraient pu être épargnées. Si nous ne fûmes témoin nous-même d'aucune atrocité, le témoignage d'infirmiers et du docteur Rabourdin nous confirme que dans les écuries du château des blessés furent achevés. Doit-on retenir comme excuse la violence de l'action et le fait que ces hommes n'avaient pas eu le temps de déposer leurs armes ?

2° *A l'égard du personnel.* — Un médecin fut tué, de nombreux infirmiers ou brancardiers furent tués ou blessés, les nôtres, parce que tirailleurs algériens, furent traités en simples prisonniers de guerre.

3° *Le matériel* de l'ambulance, les voitures, les attelages, les mulets de cacolets restèrent aux mains du vainqueur.

Violations flagrantes de la Convention de Genève qui prescrit :

Art. 1. — Les militaires... qui seront blessés ou malades devront être respectés et soignés... par le belligérant qui les aura en son pouvoir.

Art. 2. — Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades... sera respecté et protégé en toutes circonstances ; s'il tombe entre les mains de l'ennemi il ne sera pas traité en prisonnier de guerre.

Art. 3. — Les formations sanitaires mobiles conserveront, si elles tombent au pouvoir de l'ennemi, leur matériel y compris les attelages.

CHAPITRE II

Les hôpitaux de fortune. — Nos blessés

Chauny (19 septembre 1914-13 janvier 1915)

Avesnes (14 janvier-14 février 1915)

A la mobilisation, la Société de la Croix-Rouge française avait installé à Chauny, petite ville industrielle de l'Aisne, plusieurs hôpitaux. L'un des mieux organisés était sûrement cet établissement scolaire sur lequel nous fûmes dirigés à notre arrivée dans cette ville, ainsi que nous l'avons déjà rapporté. Cent cinquante lits y avaient été préparés dans de vastes salles offrant toutes les garanties d'hygiène désirables ; une salle d'opération dotée de tous les appareils de stérilisation nécessaires était à la disposition des chirurgiens, la pharmacie avait été abondamment pourvue de médicaments. Des approvisionnements considérables en vivres et en matériel assuraient aux blessés qui y seraient soignés tout le bien-être possible. Des praticiens éminents en avaient la responsabilité médicale, tandis que des dames infirmières de la Croix-Rouge et des infirmiers militaires

fournis par la place de Laon en assuraient les divers services.

Déjà lors de la bataille de Saint-Quentin, les 28 et 29 août, de nombreux blessés français y avaient été recueillis, et lorsque les Allemands entrèrent sans coup férir à Chauny, le 1^{er} septembre, cet hôpital était au complet.

Cet établissement modèle devait fatalement tenter les médecins allemands qui s'y installèrent, réclamèrent d'abord pour eux l'usage exclusif de la salle d'opération, puis quelques salles, et lentement les Français durent céder la place.

Le 19 septembre, la situation est la suivante : cent cinquante blessés se pressent dans trois modestes salles du rez-de-chaussée, le reste de l'hôpital est accaparé par les Allemands ; de nouveaux convois arrivent chaque jour, et faute de place force nous est d'étendre dans les couloirs et sur une mince couche de paille beaucoup de ces malheureux grièvement atteints. Les pansements, les vivres nous sont comptés et un contrôle sévère s'exerce sur les moindres détails. Malgré le zèle de notre personnel, bien des blessures s'aggravent et les résultats sont médiocres.

Le 21 septembre, le médecin-chef allemand, le docteur Jacobsen, nous annonce que nous devons chercher ailleurs un autre asile, vingt-quatre heures nous sont accordées pour évacuer nos blessés. Tout le matériel et la moitié des vivres et des médicaments est considéré comme butin de guerre et reste leur propriété.

Le dévoué président de la section de la Croix-Rouge à Chauny, M. Paul Ternynck, industriel, met aussitôt à notre disposition son usine de sucre et notre déménagement commence. Nous usons de toutes les ruses pour

soustraire à nos ravisseurs tous les objets que nous pouvons. Des draps, du linge sont dissimulés dans chaque voiture, nos poches sont bourrées de médicaments et d'instruments ; le moindre pansement se gonfle comme par enchantement ; c'est une débauche de coton, de bandes ; pas un bras, pas une jambe qui ne soient bien protégés. Dans les délais imposés nous quittons notre bel hôpital. Le vol est consommé.

De vastes bâtiments en briques où dorment des machines et dominés par de hautes cheminées ; au premier étage, une immense salle toute nue, au plafond bas, qui jusque-là servait d'entrepôt de sucre, d'autres locaux encombrés de moteurs, de cuves immenses, d'appareils de toutes sortes, un laboratoire, une petite pièce qui fut un bureau ; un rez-de-chaussée où piaffent les chevaux d'un détachement de dragons allemands, ainsi se présente l'asile que nous devons transformer en hôpital.

De fait, quel tableau navrant offrait « la sucrerie » aux premiers jours de notre occupation ! Trente lits à peine pour trois cents blessés environ, la plupart d'entre eux étendus côte à côte sur la paille ; pas le moindre appareil de chauffage, l'aération impossible, un cube d'air insuffisant, une odeur nauséabonde. Un personnel incapable malgré son inlassable dévouement d'améliorer cette situation parce que trop peu nombreux ; la bonne volonté de tous paralysée par un désordre inévitable. Dans un but très louable nous n'osons signaler que de nombreux blessés sont très améliorés et pourraient être évacués ; songe-t-on en effet que nous sommes à vingt-cinq kilomètres à peine des lignes, que le canon qui tonne sans relâche nous semble chaque jour un peu plus proche, que d'un moment à l'autre nous pouvons être délivrés ; dans cet espoir ne devons-nous pas

essayer de garder ici le plus de monde que nous pouvons. Malheureusement l'encombrement devient de plus en plus grand, presque chaque nuit arrivent de nombreux blessés. Dans la nuit du 23 au 24 un convoi nous en amène soixante-dix.

Notre énergique présidente de la Croix-Rouge signale alors à la *commandanture* (Chauny était alors tête d'étape de la 1^{re} armée allemande) notre dénûment; elle déclare qu'il est impossible d'assurer dans ces conditions les soins indispensables que réclame l'état de nos malades; on accède en partie à ces demandes et on nous fournit alors du matériel et des objets de pansement; deux nouveaux confrères, les docteurs Malhergue, du 278^e, et Guéret, du 104^e, venaient nous prêter main-forte; on promet qu'un groupe de médecins qui vient d'être fait prisonnier et des infirmiers militaires seront mis très prochainement à sa disposition.

Le 16 septembre, en effet, sont conduits à notre hôpital les docteurs Morvan, Biétrix, Avinié, Perrier, Magnin, du 60^e, Viard, d'un bataillon du génie, pris dans leur poste de secours à Autrèches, et quelques jours plus tard le docteur Bonhomme, du 2^e zouaves, pris à Caimés le 18 septembre.

Le docteur Morvan, médecin-major de 1^{re} classe, va prendre la direction du service; ses qualités brillantes d'organisateur; ses talents de diplomate et sa ferme énergie à l'égard des autorités allemandes; son zèle inlassable, stimulant exemple pour tous, doivent bientôt améliorer considérablement notre situation. Après un mois d'efforts nos hôpitaux de fortune assuraient aux nombreux blessés français qu'on nous confia les soins indispensables.

C'est la création d'un de ses hôpitaux et son fonction-

nement pendant les quatre mois que nous y restâmes que nous décrirons brièvement.

Les locaux. — Le nombre considérable des blessés nécessita l'aménagement de nouveaux locaux : les blessés légers furent réunis à « l'imprimerie » et à « la chaudronnerie », usines offertes par leurs propriétaires ; les officiers furent hospitalisés dans une école mise à notre disposition par la directrice, M^{lle} Allot. Nous gardâmes à « la sucrerie » cent cinquante blessés grièvement atteints. C'est à ce dernier hôpital qu'avec huit confrères, dont notre médecin-chef, M. Morvan, nous fûmes attaché ; c'est lui seul que nous pourrions décrire, chaque établissement ayant un personnel distinct et aucune communication entre eux n'étant possible.

Nous avons dit le dénûment complet qu'il présentait lorsque nous y entrâmes le 22 septembre ; peu à peu cependant tout s'organise ; nous obtenons l'évacuation des chevaux et des cavaliers cantonnés au rez-de-chaussée ; nous dénichons de nouvelles salles dans des chambres de machines que des cloisons de planches ingénieusement disposées rendent habitables. Les ouvertures nécessaires à l'aération sont pratiquées dans la toiture ; une salle d'opération est aménagée dans le laboratoire qui nous sert de pharmacie ; des salles de pansement permettent une thérapeutique efficace ; des W. C. sont construits au 1^{er} étage et dans la cour, le bureau de M. Ternynck est occupé par la lingerie ; une mansarde tapissée de sacs de sucre sera pour les médecins un somptueux dortoir, tandis que nous prenons nos repas près de l'imposant générateur de l'usine.

Le matériel. — Nous ne louerons jamais assez les merveilles d'ingéniosité réalisées par les habitants de



Personnel médical de l'hôpital de « La Sucrerie » de Chauny.

Chauny, et le personnel de la Croix-Rouge en particulier, pour procurer à nos pauvres blessés un peu de bien-être ; alors que la petite ville de Chauny souffrait du pillage officiel de l'occupation, une centaine de lits furent trouvés. Du linge, des objets de pansements nous étaient apportés chaque jour. Nous nous rappellerons longtemps cette brave vieille nous remettant toute émue une poignée de charpie, s'excusant en pleurant de ne point en donner davantage parce qu'elle n'y voyait plus bien clair et que le pétrole était cher.

Lorsque nos faibles réserves de coton, de médicaments furent épuisées, notre médecin exigea des Allemands qu'on nous approvisionnât ; une sage économie permit ainsi des pansements journaliers. Quelques paniers des voitures médicales du 60^e avaient été sauvés, la boîte de chirurgie nous servit pour les interventions nécessaires. Une étuve nous fut procurée. Une trouvaille précieuse faite par une personne de la Croix-Rouge fut la découverte dans une usine de six cents litres d'eau oxygénée qui devait nous rendre d'immenses services.

L'alimentation. — Du pain blanc de très bonne qualité nous fut toujours fourni par les soins de la Croix-Rouge. Alors que toutes les auberges, tous les cafés de la ville avaient reçu l'interdiction formelle de vendre du vin, pour en permettre l'usage exclusif aux officiers allemands, ceux-ci furent impuissants bientôt à s'en procurer. Or nos blessés n'en manquèrent presque jamais ; quelles précautions cependant ne devait-on pas prendre pour ne pas révéler par la moindre imprudence la précieuse cachette ! Notre ravitaillement en viande était assuré en quantité suffisante (bœuf et porc) par l'autorité allemande.

Le personnel. — Des dames et des messieurs de

Chauny, membres de la Croix-Rouge, avaient le droit de venir dans la journée nous prêter leur concours. Une carte d'identité était exigée de chacun d'eux et devait être visée à la commandanture tous les deux jours. Ce nous fut un secours bien agréable et fort utile, leur intermédiaire nous permit de correspondre avec l'extérieur ; qu'il nous soit permis de les remercier ici de leur bonne volonté et de leur inlassable dévouement.

Le nombre des infirmiers militaires (territoriaux fournis par la place de Laon à la mobilisation) fut augmenté par l'arrivée de quelques infirmiers de la 16^e section appartenant à l'ambulance prise à Cuts avec nous le 17 septembre.

Nous étions, nous l'avons déjà dit, neuf médecins militaires ; deux praticiens de Chauny, les docteurs Prévost et Pichard, nous prêtèrent constamment leur aide éclairée.

Sous l'habile direction du docteur Morvan, chacun reçut une affectation déterminée. Nos salles de blessés furent divisées en secteurs : chaque secteur était confié à un médecin responsable secondé par des dames de la Croix-Rouge et des infirmiers particuliers. Les services généraux (lingerie, cuisine, hygiène) furent assurés dans des conditions favorables. L'initiative personnelle fut toujours encouragée. Nous nous rappelons tel médecin, ancien interne des hôpitaux de Lyom, qui, ayant découvert dans quelque coin deux vieilles roues de bicyclette, avait imaginé pour le transport de ses malades un très pratique brancard roulant ; des câbles disposés sur les jantes remplaçaient à s'y méprendre les pneus absents. Tel pharmacien du Midi se révéla menuisier de valeur pour l'aménagement de nos couchettes.

Les blessés. — On put bientôt fournir un lit à tous les

blessés graves. Dans l'intérêt de tous nous dûmes procéder de temps en temps à l'évacuation des améliorés ou guéris ; ceux-ci étaient remis aux médecins allemands et suivant leur état dirigés sur des hôpitaux ou dans des camps d'Allemagne. Le choix de ces hommes nous fut toujours laissé, le nombre seul nous fut parfois imposé.

Pendant les quatre mois de séjour à Chauny, 2.000 blessés français défilèrent dans nos quatre hôpitaux ; la mortalité fut de 10 p. 100 puisque nous enregistrâmes 200 décès environ. Ces pertes élevées sont dues aux conditions défavorables dans lesquelles nous nous trouvions ; beaucoup de blessés nous arrivaient après cinq ou six jours, porteurs du pansement du champ de bataille ; les interventions chirurgicales ne purent jamais, malgré la meilleure volonté de tous, être pratiquées avec toutes les garanties d'asepsie nécessaires. Une trentaine de cas de tétanos se déclarèrent parmi les blessés ramenés de la région d'Autrèches et Moulin-sous-tout-Vent ; malgré une thérapeutique énergique (sérum antitétanique, injection intrarachidienne de sulfate de magnésie) nous n'obtinmes que deux guérisons.

De nos observations personnelles et de celle de beaucoup de confrères, nous avons cru remarquer qu'au cours de la campagne les cas de tétanos furent surtout fréquents pour des hommes blessés en telle ou telle contrée déterminée ; il y aurait des régions *tétanigènes*.

Beaucoup de décès furent causés par la septicémie et la pyohémie ; nous observâmes deux cas mortels de gangrène gazeuse.

A la suite des guerres précédentes, on nous avait enseigné le rôle merveilleux de la teinture d'iode : une

application précoce sur la blessure, suivie d'un pansement occlusif, devait prévenir le plus souvent l'infection ; beaucoup des Français qui nous furent confiés avaient été traités par les médecins allemands suivant cette méthode : des fractures compliquées de cuisse avaient été arrosées soigneusement de teinture d'iode, puis enfouies dans de superbes plâtres, six, sept jours s'étaient déjà écoulés depuis la blessure ; des suppurations abondantes, des décollements très étendus étaient le résultat ordinaire de tels procédés.

Alors que les médecins allemands étaient plutôt interventionnistes, nous dûmes avec les moyens dont nous disposions nous montrer conservateurs ; nos amputations ne furent jamais tentées qu'en dernier ressort ; notre règle de conduite en présence de lésions osseuses était ordinairement celle-ci : laisser le blessé au repos quelques jours, puis nettoyage précoce du foyer de fracture, esquillotomie primitive, drainage, larges irrigations à l'eau bouillie additionnée d'eau oxygénée ; l'iodoforme tant décrié nous donna bien souvent entière satisfaction.

Les médecins. — Quel sort nous fut réservé?...

Aucune liberté ne nous fut accordée. Durant le premier mois, interdiction formelle nous fut faite de descendre même du premier étage ; sur la demande pressante de notre médecin-chef, M. Morvan, on nous autorisa ensuite deux heures de promenade dans le parc de la propriété Ternynck, sous l'étroite surveillance de sentinelles. A plusieurs reprises, du reste, cette faveur nous fut suspendue : une fois, en particulier, sous le prétexte que des maisons voisines des personnes civiles nous avaient causé. Jamais on ne s'inquiéta de nous loger ; j'ai dit qu'une mansarde mal close fut notre chambre

commune et une simple pailleasse sur le sol notre couche. Notre alimentation peu variée fut toujours suffisante. Après bien des réclamations, les médecins-majors et aides-majors obtinrent une solde mensuelle de 60 marks (solde des officiers prisonniers), mais les médecins auxiliaires ne furent jamais payés. Nous eûmes la faculté de correspondre avec nos familles, mais aucune lettre de France ne nous fut jamais remise.

L'attitude des Allemands. — Celle du médecin-chef allemand, le docteur Strossky, fut toujours correcte ; nos décisions furent le plus souvent ratifiées et nos réclamations examinées avec bienveillance. Les quelques officiers qui visitèrent notre hôpital furent toujours hautains, pleins de morgue, souvent grossiers. Chaque issue était gardée par une sentinelle, un poste de police était établi dans la cour même de l'usine, interdiction était faite aux soldats allemands de pénétrer dans nos salles ; quelques-uns se montrèrent hostiles, la plupart indifférents.

Telle fut donc notre existence jusqu'au 12 janvier 1915. Ce jour-là on nous prévint que tous les blessés, infirmiers et médecins qui se trouvaient à Chauny seraient évacués le lendemain.

Après les adieux émus à nos dévoués collaborateurs chaunois, un train sanitaire formé de wagons belges fort bien aménagés transportait à Avesnes les 500 blessés, 70 infirmiers et 19 médecins des quatre hôpitaux de Chauny. Une nuit d'un voyage pénible nous amena à Avesnes (Nord) où une école nous avait été réservée. Cet établissement offrait quelques ressources. Les bâtiments assez vastes avaient été habités et se trouvaient en bon état ; une centaine de lits y avaient été préparés, et, peu de temps après notre arrivée, la municipalité en doublait le nombre. Après quelques jours, notre nouvel hôpital

fonctionnait normalement. Durant notre séjour à Avesnes, nous ne reçûmes plus de nouveaux blessés, des évacuations successives diminuèrent notre effectif et, le nombre des médecins ayant été jugé exagéré, l'autorité allemande dirigea sur l'Allemagne 9 médecins et 30 infirmiers, le 14 février 1915. Nous-même faisons partie de ce détachement.

Chauny et Avesnes forment en somme une seule étape de notre captivité, car notre régime et nos occupations y furent identiques. Quelles conclusions nous permet-elle ?

Plus de doute : désormais, si on nous emploie comme médecins, on nous traite en simple prisonniers de guerre puisque aucune liberté ne nous est accordée, que la solde fournie aux seuls médecins officiers est égale à celle payée aux officiers combattants prisonniers.

L'utilisation intensive des gens et des choses par les Allemands, rendons-la évidente : Chauny est occupé ; en expulsant les blessés français des hôpitaux où ils sont soignés, nous trouvons, pensent-ils, un triple avantage :

1° Nous prenons aussitôt leur place et profitons de leurs parfaites installations.

2° La municipalité française pour secourir les siens trouvera des ressources, qui en d'autres cas nous auraient échappé ; nous pourrons ainsi découvrir quelques précieuses cachettes.

3° Nous livrons aux médecins français pour hospitaliser leurs blessés des locaux absolument nus ; lorsqu'après quelques mois ils les auront organisés et pourvus nous les accaparerons ; telle fut en somme l'histoire des hôpitaux de fortune installés par les médecins français à Chauny et à Avesnes.

Nous travaillâmes pour le roi de Prusse.

Une fois de plus, la Convention de Genève ne fut pas respectée, puisqu'elle enseigne :

Art. 13. — L'ennemi assurera au personnel sanitaire pendant qu'il sera en son pouvoir les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel des mêmes grades de son armée.

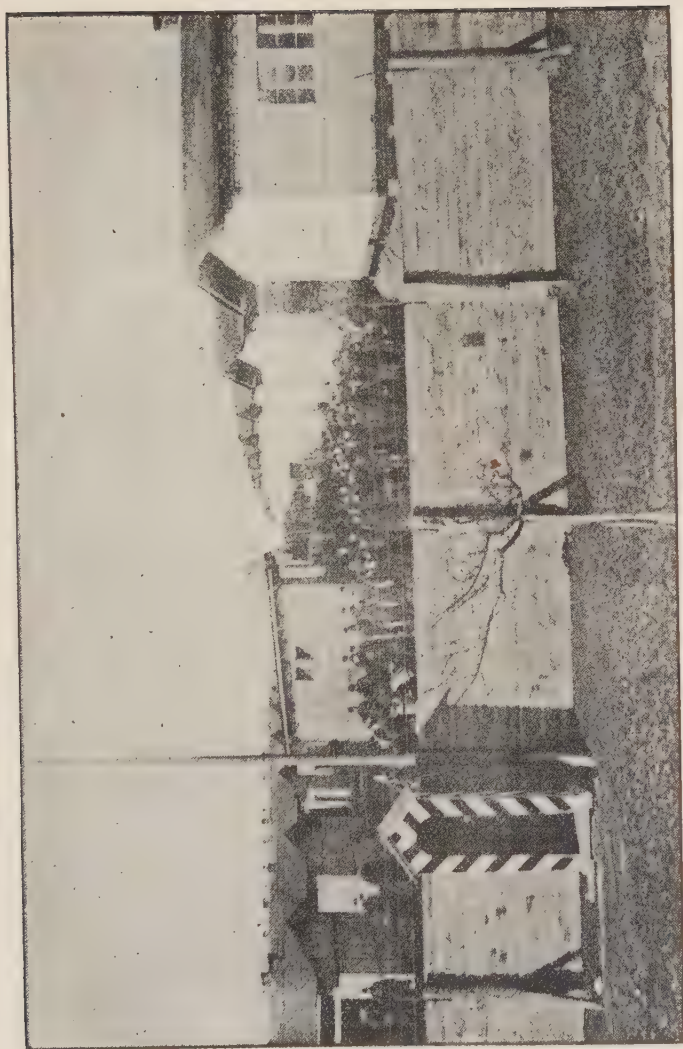
Art. 16. — Le matériel des Sociétés de secours admises aux bénéfices de la Convention est considéré comme propriété privée et respecté en toutes circonstances.

CHAPITRE III

Les médecins prisonniers. — Quelques cas d'inanition

Limburg-sur-Lahn (Hesse-Nassau) (15 février-6 mai 1915)

Contraints de nous séparer à Avesnes et d'y laisser de charmants confrères, inoubliables amis, ce nous fut une consolation de penser que peut-être nous allions rentrer enfin, par l'Allemagne et la Suisse, dans les lignes françaises; cette naïve Convention de Genève si souvent consultée ne dit-elle pas en effet, dans un des paragraphes de l'article 12: « Ces personnes (affectées à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et malades), lorsque leur concours ne sera plus indispensable, seront renvoyées à leur armée ou à leur pays dans les délais et suivant l'itinéraire compatibles avec les nécessités militaires. » N'était-ce point notre cas, puisque nous partions sans aucun blessé; du reste les sentinelles qui nous accompagnaient, inoffensifs « landsturm », ne nous l'affirmaient-elles pas: « ya, ya, nach Frankreich »; aussi étions-nous forts attentifs aux diver-



Camp de prisonniers de Limburg-sur-Lahn.

ses stations que nous traversions : Maubeuge, Namur, Liège, Aix-la-Chapelle, Cologne ; puis ce fut la descente de la belle vallée du Rhin, sûrement nous filions vers la Suisse. Hélas ! l'illusion ne fut pas longue : à Coblentz, un brusque à gauche nous orientait en pleine Allemagne et, après trente-six heures de chemin de fer, nous débarquions à Limburg-sur-Lahn, ville voisine d'Ems. Les officiers allemands qui nous attendaient furent charmants, mais nous fûmes fixés sur notre sort lorsqu'ils donnèrent l'ordre à notre escorte de nous conduire au camp. C'était l'incarcération pure et simple. Durant les trois mois passés à Limburg, notre sort fut absolument identique à celui des simples combattants. Nos réclamations presque journalières près du général commandant le camp, voire même près du ministère de la guerre, pour réclamer la libération qui nous était due, provoquèrent une seule réponse : on nous prévint un jour qu'aucune de nos demandes ne serait transmise désormais, il s'agissait à notre égard de représailles en réponse à la condamnation par un conseil de guerre français de deux médecins allemands pour pillage et vol. Deux de nos compagnons de captivité, les docteurs Barbeau et Fortier, précédemment internés au camp de Giessen, avaient du reste été prévenus par les autorités de ce camp qu'on ne les considérerait plus comme médecins, mais comme simples prisonniers de guerre, pour le même motif. Lors donc que nous apprîmes au mois de février que ce procès avait été révisé en France et les deux médecins acquittés, l'espoir d'une libération proche nous revint ; une fois de plus il devait être déçu.

A deux kilomètres de la petite ville de Limburg, sur la Lahn, affluent du Rhin et qui s'y jette en face Coblentz, se dressaient sur un plateau élevé de nombreux

baraquements entourés d'une double enceinte de murs en planches et de fils de fer barbelés ; c'est là que nous fûmes conduits le soir du 15 février 1915. L'installation de ce camp ne laissait en somme rien à désirer ; l'effectif était d'environ 12.000 prisonniers (français, russes, anglais) : quatre bataillons (1 bataillon d'Anglais absolument distinct et trois bataillons de Russes et Français, réunis en nombre à peu près égal dans chacun d'eux). Le bataillon comprenait trois compagnies. Chacune de ces unités était commandée par des officiers allemands ; aucun officier français n'était interné à Limburg. Les 1000 hommes d'une compagnie étaient logés dans deux longues baraques en planches ou en pierre de ciment se faisant suite, divisées par des cloisons en une dizaine de chambres ; chacune d'elles abritait 50 ou 60 hommes. Les compagnies étaient séparées entre elles par une large allée, et jouissaient d'un terrain libre assez vaste. Les bataillons au contraire étaient enclos d'une double rangée de fils de fer et aucune communication n'était possible entre eux, constituant ainsi des îlots distincts de trois mille prisonniers.

Les chambres y étaient suffisamment closes, aérées par un nombre de fenêtres convenable et munies d'un plancher en bois, le chauffage assuré par des poêles. Les hommes disposaient comme couchage d'une pailleasse de fibres de bois et de deux couvertures. Les chambres de sous-officiers étaient en outre munies d'isolateurs (petite plate-forme en planches). Au réveil, toute la literie devait être rangée le long des parois des chambres, le plancher balayé et très fréquemment lavé ; tous les quinze jours on procédait à une désinfection des locaux par des vapeurs de formol.

Les allées du camp étaient pavées de bois au moyen de traverses de chemin de fer rangées côte à côte.

Une installation de douches fonctionnait constamment ; les différentes unités y défilaient à tour de rôle, assurant ainsi à chaque homme un bain tous les douze jours.

Un service d'eau alimentait le camp en eau potable ; des lavoirs en ciment pour le blanchissage du linge, des W. C. à cuvette, à siphons et à chasse d'eau étaient à la disposition des hommes. Le tout à l'égout assurait l'évacuation des eaux-vannes qui, avant d'être rendues à la Lahn, étaient même épurées par un système perfectionné de fosses septiques et lits bactériens de contact qu'on nous montra un jour avec orgueil.

Une chambre spéciale dans chaque compagnie était réservée à l'infirmerie, et un hôpital de 200 lits appartenait au camp.

Tout eût été parfait avec une alimentation suffisante. Malheureusement il n'en était rien, ainsi qu'on va pouvoir en juger : sitôt le réveil qui avait lieu à 5 heures 1/2, on nous distribuait une infusion faite probablement d'orge ou de glands grillés ; à 11 heures, déjeuner toujours composé d'un seul plat aussi délectable chaque jour : orge bouillie à l'eau, farine de maïs à l'eau toujours, ou betteraves fourragères. De la viande était, paraît-il, incluse dans ces mets délicats ; nous n'en trouvâmes jamais que des quantités infinitésimales. Un jour que notre camarade Dautet, médecin auxiliaire, en faisait la remarque à son chef de bataillon, celui-ci lui promit que le jour suivant la viande serait mise à part ; on pesa alors la ration de chaque homme qui oscilla entre 8 et 10 grammes. Tous les mercredis cependant « *il y avait saucisse* » de chien, disaient les

mauvaises langues, en tous cas fort mangeable. Un plat trop rare à notre gré était aussi la morue qu'on nous servait quelquefois. Chaque homme recevait deux louches comme ration unique et tout à fait insuffisante. A 6 heures du soir « Konsserven-Suppe », c'est-à-dire potage composé de farines, de céréales probablement ; le goût en était assez savoureux, mais comment admettre que deux louches de ce liquide puissent assurer l'alimentation d'un homme adulte. La ration de pain était de 200 grammes par jour et par homme, ce qui représente un bien faible volume pour ce noir mélange de farine de seigle, de pommes de terre et sûrement d'un peu de son (c'est seulement à notre retour en France que nous connûmes l'expression de pain K). Et cependant, que les cuisines étaient belles au camp de Limburg, comme tout y brillait, comme tout devait sembler parfait aux représentants des neutres admis fréquemment à visiter le camp-modèle (excepté aux heures du repas) !

Six confrères se trouvaient déjà à Limburg lorsque nous y arrivâmes au nombre de neuf. C'est donc un groupe de quinze médecins qui furent soumis durant trois mois (14 février - 6 mai 1915) au régime que nous venons d'exposer.

Leur chambre fut celle des sous-officiers ; nous logeâmes cinq par chambre ; on nous fit cependant la faveur d'une paire de draps pour chaque couchette.

L'alimentation était la même pour tous. Dans chaque bataillon une cantine civile débitait à prix forts des objets de toilette, du linge, des vêtements et quelques vivres : charcuterie, confitures, lait condensé, etc... Malheureusement, je l'ai déjà dit, pendant les cinq premiers mois de notre captivité aucune lettre de France

ne nous était parvenue. Personnellement, prisonnier depuis le 17 septembre 1914, c'est seulement le 26 mars 1915 que nous reçûmes notre première lettre.

Comme, d'autre part, les autorités allemandes n'avaient accordé aucune solde aux médecins auxiliaires, décision qui fut du reste maintenue pendant tout notre séjour au camp de Limburg, la plupart d'entre nous avaient épuisé totalement leurs modestes ressources.

Lorsque après quelques jours nous fûmes convaincus que notre situation de prisonniers devait se prolonger, nous adressâmes à nos familles des appels pressants d'argent et de vivres. Nos demandes mirent un mois pour parvenir à destination, il en fut de même des réponses et des envois qu'elles provoquèrent ; pendant deux mois donc, privés d'argent, ne recevant aucun colis, nous dûmes nous contenter du régime qui nous était imposé ; ce furent assurément les plus durs moments de notre captivité. Toutes les lettres, mandats, colis adressés aux prisonniers de Limburg parvenaient régulièrement ; nous pûmes alors écrire deux lettres et quatre cartes par mois ; nous avons pu contrôler à notre retour en France que presque toutes étaient arrivées à destination après un délai de 20 à 30 jours.

Le seul privilège que nous valut notre qualité de médecins fut, pendant le dernier mois, l'autorisation de faire deux fois par semaine en dehors du camp, et sous la surveillance de soldats baïonnette au canon, des promenades de deux heures par groupe de cinq.

Notre rôle médical dans ce premier camp fut à peu près nul ; deux aides-majors, les docteurs Barbeau et Moulineau, furent cependant au bout de quelque temps chargés d'un service médical à l'hôpital ; quant à nous, on nous employa pour les vaccinations multiples auxquelles

étaient soumis les prisonniers et nous-mêmes, vaccinations anti-variolique, anti-typhique, anti-cholérique. Un médecin auxiliaire était aussi désigné chaque jour pour assister aux douches et constater si les hommes n'étaient point porteurs de parasites ; si par hasard nous en découvrions, les vêtements et la literie étaient aussitôt soumis à une désinfection par l'étuve.

Pour chaque bataillon avait lieu une visite médicale journalière ; le médecin qui en était chargé avait aussi la surveillance et la responsabilité de l'infirmerie de cette unité. C'est pendant ce service pour le 1^{er} bataillon que nous eûmes l'occasion d'observer quelques cas d'inanition sur lesquels nous nous proposons d'insister.

Grâce aux mesures d'hygiène rigoureuses : filtration des eaux de boisson, évacuation et épuration des eaux-vannes, soins de propreté corporelle, désinfection des locaux, vaccination, l'état sanitaire demeura assez satisfaisant. Quelques cas de méningite cérébro-spinale se déclarèrent mais restèrent isolés. Lors d'une visite au cimetière des prisonniers quelques jours seulement avant notre départ, nous comptâmes une vingtaine de tombes pour ce camp de 12.000 hommes. Cependant l'alimentation insuffisante développa de nombreux cas de tuberculose : ce fut aussi une cause d'inanition partielle pour beaucoup de prisonniers russes.

Tandis que les Français recevaient fréquemment des vivres et de l'argent de leurs familles, les Russes étaient en général privés de ces secours. Un sous-officier russe qui partageait notre chambre nous expliquait qu'en campagne la ration du soldat en viande et pain était bien plus considérable chez eux que chez nous ; or au camp le régime n'était même pas suffisant pour les Français, que devaient devenir les Russes ? Il faut avoir vu ces théories

de malheureux faméliques mendier les miettes de notre table, quêter dans le ruisseau et sur le seuil des chambres les débris les plus informes, cueillir dans les poubelles les os, les briser pour en dévorer la moelle souvent avariée, suivre anxieusement les corvées de ravitaillement et manger toutes crues les pommes de terre ou les betteraves qui s'en échappaient. Errant un jour à travers le camp avec un camarade, nous surprîmes un Russe fouillant un tas d'ordures pour y découvrir quelque aliment. Nous l'invitâmes à nous accompagner ; craintif il nous suivit, mais quelle expression satisfaite illumina son pâle visage quand nous lui offrîmes un grand bol de riz à l'eau qu'on venait de nous servir : la ration fut engloutie en un clin d'œil. Ne sachant alors comment nous remercier, le malheureux, après de multiples signes de croix, tomba à nos pieds qu'il s'apprêtait à baiser ; nous eûmes bien de la peine à le relever. Pauvres gens !!

Débilités par ces privations, beaucoup durent être recueillis dans nos infirmeries et nous eûmes alors l'occasion de les examiner. Quatre cas surtout nous frappèrent où les symptômes d'inanition étaient particulièrement nets.

Au début de mars, un détachement de prisonniers russes fut conduit à notre camp ; au dire des interprètes ils arrivaient de Goerlitz (sur la frontière autrichienne) où ils avaient enduré les pires misères. De fait, leur aspect était lamentable ; quatre d'entre eux avaient dû faire en voiture les trois kilomètres séparant la gare du camp ; le commandant de notre bataillon fit aussitôt admettre ces derniers à l'infirmerie et nous pria de leur donner quelques soins. Ces malheureux, complètement déprimés, dans un complet état d'hébétude, étaient absolument incapables de se tenir debout. Lorsqu'ils furent désha-

billés, nous fûmes frappés de leur maigreur incroyable. Les tissus mous, les muscles avaient fondu totalement. Sous un épiderme jaunâtre, ridé, desséché, desquamant, les os apparaissaient dans leurs moindres détails, l'abdomen rétracté, le thorax squelettique. Le plus grand ne pesait que 42 kilos avec une taille de 1 m. 70. La simple palpation renseignait sur un refroidissement considérable, la température anale pour ces quatre cas variait de 35°5 à 35°9. Nous notâmes aussi un ralentissement du pouls qui oscillait entre 40 et 50 pulsations. L'examen clinique ne nous révéla aucune affection pathologique, la tuberculose en particulier devait être écartée, il s'agissait seulement d'inanition. Ces malades furent alités, soumis à une alimentation plus copieuse (double ration); des bouillottes fréquemment renouvelées, des couvertures supplémentaires, des boissons chaudes additionnées d'un peu d'alcool leur assurèrent une température convenable; des piqûres d'huile camphrée et de caféine remontèrent l'état général. Après quelques jours leur état alarmant s'était beaucoup amélioré; après trois semaines de suralimentation tout était rentré dans l'ordre.

Sans présenter des symptômes aussi nets, bien d'autres prisonniers russes souffrirent de la faim. Le symptôme le plus caractéristique de ces inanitions partielles était un constant ralentissement du pouls. Le traitement le plus efficace nous parut être une simple augmentation de la ration alimentaire associée au repos au lit. Nous devons dire que chaque fois que nous réclamâmes pour de tels malades une double ration elle leur fut toujours accordée.

Un fait qui mérite peut-être aussi d'être signalé, c'est qu'aucun cas d'anaphylaxie ne se produisit à la suite de

ces vaccinations répétées et pratiquées sur tous les prisonniers sans interrogatoire ni examen préalables.

Telle fut donc notre situation pendant ce séjour de trois mois au camp de Limburg et ainsi pouvons-nous résumer nos impressions :

1° 15 médecins incarcérés dans un camp de simples prisonniers et soumis pendant 3 mois à un régime identique.

2° Ce régime causant chez tous ceux qui ne pouvaient y suppléer par des ressources personnelles des troubles de la nutrition pouvant aller jusqu'à l'inanition grave.

CHAPITRE IV

Le typhus exanthématique

Cassel (9 mai-14 juillet 1915)

Le 8 mai vers 5 heures du soir nous fûmes prévenus que sept camarades et nous-même partirions le lendemain matin pour Cassel. Nous ignorions absolument les motifs de ce transfert.

Dès la station de Niedersweren où nous étions descendus, le camp entr'aperçu nous avait produit une mauvaise impression : cette ville de toiles et de planches construite sans aucune symétrie au penchant du coteau, le toit des baraquements s'inclinant ou se redressant pour suivre les replis du terrain, ne rappelaient qu'imparfaitement l'aspect ordonné du camp que nous venions de quitter. Cette impression pénible s'accrut encore quand nous y pénétrâmes : un énorme lieutenant allemand en complet état d'ébriété, débraillé, malpropre, à la face congestionnée, nous reçut la pipe à la bouche et nous indiqua une baraque où des médecins français pourraient nous piloter. Mais déjà deux confrères

s'étaient avancés et de suite nous fûmes renseignés. Une épidémie de typhus exanthématique en pleine période d'état exerce ici d'effrayants ravages : une trentaine de médecins français et russes sont déjà occupés à combattre le fléau ; chaque jour de nouveaux confrères arrivent en renfort, car les uns sont malades, les autres surmenés. Il y aurait en ce moment 6.000 cas sur les 18.000 prisonniers rassemblés ici, on a enregistré déjà un millier de décès dont la moyenne est de 50 par jour.

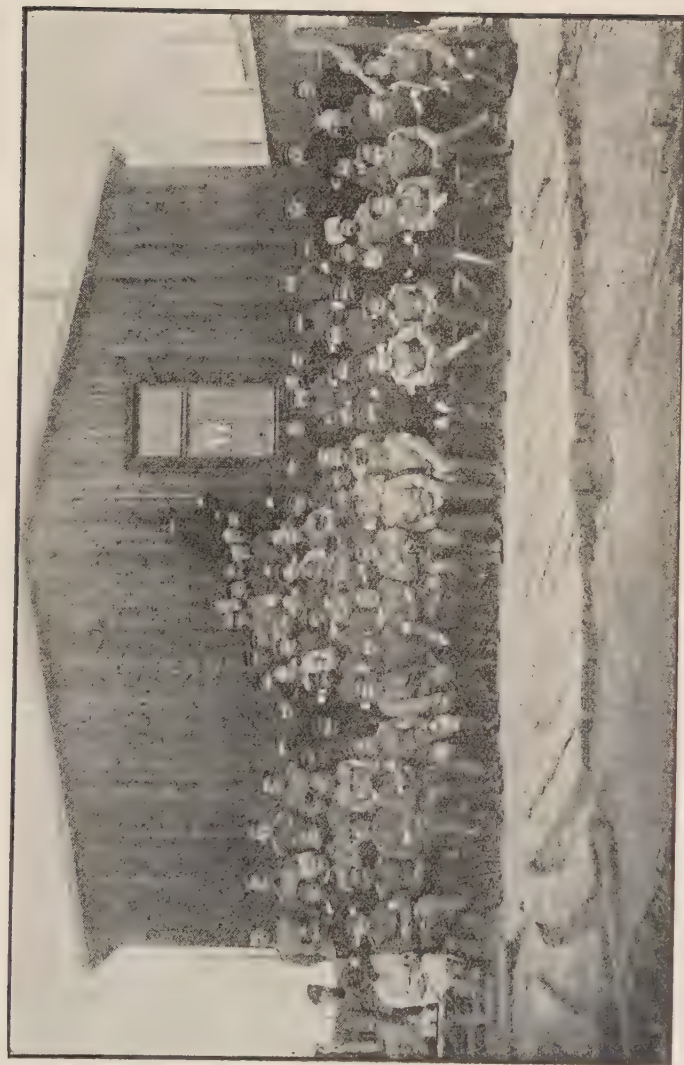
Une simple promenade à travers le camp nous explique aussitôt comment l'épidémie a pu se développer et devenir si meurtrière : tandis qu'à Limburg une discipline sévère réglait l'existence des prisonniers, ici le service de garde, en raison de la maladie, a été réduit au strict nécessaire. 18.000 hommes errent donc à leur entière fantaisie dans cet espace entouré seulement à la périphérie d'un triple rang de fils de fer barbelés, les baraquements sont pêle-mêle, aucune limite n'existe entre les compagnies, ni les bataillons. C'est un chaos inexprimable. Dans des tenues invraisemblables, Russes et Français sont confondus. A chaque pas s'offre quelque navrant tableau : là c'est un groupe de malades tremblants de fièvre et se soutenant l'un l'autre, un billet d'hôpital à la main, quêteant une place dans les baraques transformées en lazarets, et plus d'une fois éconduits brutalement par les juifs polonais infirmiers qui ont ici toute la confiance des Allemands. Plus loin, vautrés dans la poussière, pressés les uns contre les autres pour profiter d'un rayon de soleil, des Russes chassent leurs poux. Voici le coin des jeux de hasard ; avec quelques cartes, des dés taillés dans les planches des baraques, des prisonniers essaient de se ravir les

quelques « pfennings » qui représentent toute leur fortune. Dans la rue où s'alignent les water-closets et d'où se dégage une puanteur épouvantable, c'est le lieu de réunion, de commerce, un marché aux puces, une bourse où l'on vend son tabac, ses épluchures de pommes de terre, ses têtes de harengs, car tout a une valeur ici.

A travers le camp c'est une allée et venue continuelle de tonneaux de vidanges trainés à bras par une trentaine d'êtres les vêtements en lambeaux, les pieds chaussés d'informes savates fabriquées de débris de capotes. De temps en temps, au milieu de l'indifférence générale, défile le lamentable cortège : enveloppé dans un linceul, sur un brancard soutenu par quatre infirmiers, un nouveau cadavre est transporté vers la morgue.

Le sol est jonché de débris de toutes sortes : guenilles, paille, débris qui furent alimentaires ; des rigoles à ciel ouvert charrient une eau infecte, le vent qui souffle sur ce plateau soulève sur tout cela une aveuglante poussière. C'est un enfer véritable.

Effrayés des proportions que prend le fléau, redoutant l'expansion de l'épidémie aux agglomérations voisines, les Allemands qui ont déjà payé leur faute par des pertes sensibles parmi le service du camp (médecins, officiers et hommes de garde) se sont enfin décidés à des mesures énergiques. De Lille, de Maubeuge, du camp de Langensals où la même épidémie vient de s'éteindre, ils ont rappelé ici de nombreux médecins. Après quelques jours, nous sommes 53 Français, 32 Russes et 2 Anglais, soit un total de 87 médecins. Par contre, le nombre des médecins allemands est très réduit, 5 ou 6 font de temps en temps quelques rares et rapides visites, le poste est, paraît-il, trop dangereux. Pour dépeindre leur couardise,



Groupe des médecins russes et français du camp de Cassel.

qu'il nous suffise de signaler un simple détail que nous avons pu contrôler nous-même ; dans la vaste salle où avant notre arrivée ils procédaient à l'examen des malades, une petite enceinte de 2 mètres de côté environ, adossée à la paroi et défendue par de solides madriers, était réservée au médecin allemand, qui s'appuyait au mur ; les malades se plaçaient au dehors et ne devaient en aucun cas toucher à la balustrade. Quelle pouvait bien être la valeur de cet examen clinique pratiqué ainsi à 2 mètres de distance ?

Aux médecins prisonniers fut donc confié le rôle de combattre l'épidémie ; chacun de nous avait une double tâche : pratiquer chaque matin la visite médicale d'un groupe de 200 hommes pour y dépister les nouveaux cas de typhus, assurer ensuite le traitement des hommes hospitalisés dans une baraque déterminée, en nombre de 70 à 80. Parmi les nombreux malades que nous eûmes à soigner pendant les 80 jours passés au camp de Cassel, nous avons recueilli en des observations détaillées les cas les plus typiques, qui eussent donné à notre travail quelque valeur scientifique ; lors de la fouille à laquelle nous fûmes soumis avant notre départ pour la France, elles nous furent confisquées. C'est donc avec nos seuls souvenirs que nous avons dû écrire cette relation. Dans les conditions particulières où nous nous trouvâmes, il est bien entendu qu'aucun examen de laboratoire, aucun travail anatomo-pathologique ne nous fut possible, c'est donc seulement la description générale de l'épidémie de typhus exanthématique du camp de Cassel que nous exposerons.

ETIOLOGIE. — « Comment cette maladie lointaine, maladie d'Orient qui ravagea déjà si cruellement notre armée lors de la campagne de Crimée, put-elle faire son

apparition ici? A qui en incombe la responsabilité? » Telle est la question que se pose dans un article anonyme de « l'Illustration » du 21 août dernier un médecin rapatrié d'Allemagne et qui, après avoir enrayé une épidémie de typhus au camp de Langensalsa, fut peut-être parmi ceux qui furent transférés dans le même but au camp de Cassel. Sa réponse nous a paru d'une exactitude absolue et nous ne saurions mieux faire que de la reproduire : « La responsabilité en incombe aux autorités allemandes. Tandis que les notions les plus élémentaires d'hygiène générale commandaient de créer des camps spécialement affectés aux prisonniers venant du front de l'Est, afin d'éviter une contamination possible et toujours à craindre pour ceux du front de l'Ouest, les autorités allemandes ont pratiqué systématiquement un mélange intime de prisonniers. Non point seulement baraque ou chambrée de Russes accolées à baraque ou chambrée française : cela n'aurait pas été sans doute suffisant. Ils firent mieux : alternativement ils placèrent côte à côte un prisonnier russe et un prisonnier français. Voilà la cause de l'épidémie, voilà le crime et, pour nous médecins, ce mot n'est pas exagéré : c'est bien là un crime. Il fut répondu aux médecins allemands qui avaient protesté contre une pareille mesure qu'une telle décision était prise *de façon que les soldats alliés pussent s'apprécier entre eux*. Sinistre raillerie qui déshonore à tout jamais l'homme qui l'a écrite. Lâcheté contre des faibles. » L'alcoolique à grade de général qui commandait le camp de Cassel ne se vantait-il pas « de faire la guerre à sa façon » ?

Ce sont donc les Russes, chez lesquels le typhus existe à l'état endémique, qui importèrent les germes de l'épidémie ; l'encombrement, la misère, la saleté, les

privations, les fatigues en favorisèrent le développement.

Il semble bien que le pou, ainsi que tendent à le prouver les travaux des savants modernes, en particulier ceux des docteurs Nicolle et O'Connor, de l'Ecole française de Tunis, soit l'agent transmetteur principal de la maladie ; c'est par une prophylaxie rigoureuse dirigée contre ce parasite que nous parvîmes à enrayer le fléau. Mais est-il le seul ? Comment expliquer alors les nombreux cas qui se déclarèrent parmi les médecins malgré les moyens efficaces dont nous disposions et qui seront décrits un peu plus loin ? Il est plus probable que le contact, ainsi que l'admet Netter, que le dessèchement des crachats rejetés par les malades et l'inhalation des poussières ainsi produites, comme l'enseigne Chantemesse, jouent aussi dans la contagion un rôle qu'il n'est du reste pas possible de préciser.

SYMPTÔMES. — Les symptômes du début nous échappèrent bien souvent. Il mourait tant de monde dans les « lazarets » que les prisonniers déjà touchés par la maladie, effrayés, luttèrent jusqu'au bout de leurs forces avant de venir nous consulter ; c'est seulement par un examen minutieux de chaque homme, pratiqué tous les deux jours, que nous arrivâmes à les dépister. Céphalée intense, frissons, rachialgie, température élevée, pouls fréquent, tels sont les caractères du début, brusque le plus souvent ; deux symptômes sont surtout importants : l'abattement extrême et la constipation.

Mais le signe pathognomonique de cette affection, c'est l'éruption. La description qu'en trace Dieulafoy correspond en tous points avec ce qu'il nous fut donné d'observer : « L'éruption du typhus apparaît du troisième au cinquième jour. Elle débute par l'abdomen et envahit tout le corps moins le visage (dans quel-

ques cas, tous mortels du reste, nous avons même noté une éruption sur la face); elle est caractérisée par des taches rosées, plates ou papuleuses, habituellement isolées, rarement confluentes et s'effaçant momentanément à la pression. Après deux ou trois jours, l'exanthème change de nature et beaucoup de taches se transforment en une petite pétéchie qui ne disparaît pas à la pression, une légère desquamation fait parfois suite à l'éruption. » Nous nous contenterons d'insister sur le caractère pétéchial des taches quelques jours après l'éruption.

Pendant cette période d'état, le malade est le plus souvent dans un état de torpeur et de stupeur intenses, dans quelques cas plus rares il est au contraire en proie à une agitation extrême (certains malades durent être ligotés pour ne pas blesser leurs voisins). Diverses complications peuvent se produire : les plus fréquentes furent des accidents cardiaques, myocardites presque toujours mortelles; des manifestations broncho-pulmonaires, rénales causèrent aussi quelques décès; l'excitation nerveuse (délire, agitation) fut toujours d'un pronostic très grave. La maladie évolue en une quinzaine de jours; la mort peut survenir pendant la période d'état en hyperthermie, elle résulte alors d'une des complications signalées plus haut; elle se produit aussi à la défervescence pendant cette période d'hypothermie qui marque toujours le commencement de la convalescence; des températures de 35°5 à 35°8 furent souvent notées à ce moment et persistèrent quelques jours.

Si le malade guérit, longtemps il devra lutter contre cette adynamie intense tendant au collapsus.

Une véritable épidémie d'érysipèle se déclara chez

nos convalescents et doit être considérée comme une complication ; il en est de même des nombreux cas d'otites et de mastoïdites que nous observâmes.

DIAGNOSTIC. — Au camp de Cassel où l'épidémie sévissait depuis déjà un mois avant notre arrivée, l'attention était de suite orientée vers le typhus, un peu trop même pouvons-nous dire ; il est certain qu'avec un tel flot de malades, et la crainte intense de la contagion, tout était étiqueté typhus, et certains hommes, atteints de quelque autre affection, ne se contaminèrent qu'après leur entrée à l'hôpital. Cependant, dans les camps où il débuta, il fut quelque temps méconnu et ses ravages furent d'autant plus grands. Les confrères venus de Langensalsa nous rapportèrent que dans ce camp, dépisté trop tard par des médecins russes, nié qu'il avait été au début par un médecin allemand qui, du reste, paya de sa vie son ignorance, le typhus avait fait de rapides, de terribles progrès, quand il fut reconnu : 16 médecins furent touchés, 6 moururent, 3 médecins russes et 3 médecins français. Le diagnostic doit être fait :

D'avec la typhoïde, par la constipation mais surtout l'éruption.

D'avec les autres fièvres éruptives, grâce au caractère pétéchiial des taches qui jamais n'arrivent à la période de suppuration comme dans la variole.

D'avec la méningite cérébro-spinale ; les symptômes méningés sont toujours contemporains de l'éruption.

PRONOSTIC. — Un élément de pronostic nous peut être fourni par nos statistiques, malgré les obstacles que nous rencontrâmes pour les recueillir ; elles sont d'une exactitude suffisante. Nous pouvons dire que sur les 18.000 hommes d'effectif les deux tiers furent atteints,

soit 12.000 cas ; le nombre des décès fut légèrement supérieur à 2.000, soit une mortalité de 16,6 p. 100. Nous avons noté que le taux de mortalité fut plus élevé chez les Français que chez les Russes, malgré leur état de misère physiologique plus considérable. Peut-être l'explication de ce fait est-elle qu'en Russie le typhus existant à l'état endémique, les ascendants atteints et guéris de cette affection auraient transmis à leurs descendants des moyens de défense particuliers.

TRAITEMENT. — Une prophylaxie rigoureuse pourrait seule enrayer la maladie ; la direction en fut confiée au professeur Gartner, de la Faculté d'Iéna, qui fut appelé au camp de Cassel et montra dans ces circonstances une grande activité, beaucoup d'énergie alliée à un courage intelligent. Le pou du vêtement étant considéré comme le transmetteur de la maladie, c'est à sa destruction que tendirent tous nos efforts. Chaque baraque fut d'abord isolée par une ceinture de fils de fer barbelés, les hommes de garde plus nombreux reçurent les consignes les plus sévères pour défendre les communications entre les compagnies : ils devaient faire feu sur les récalcitrants. Aucun Allemand employé dans le camp ne dut avoir de rapports avec la population civile, les officiers eux-mêmes furent contraints d'habiter les locaux construits spécialement pour eux.

Cet isolement réalisé, on procéda à la désinfection systématique de tous ces îlots, compagnie par compagnie. Chaque jour une baraque fut ainsi nettoyée : dès le matin ses habitants devaient l'évacuer absolument et n'y laisser aucun objet, ni vivres, ni vêtements. Elle était alors badigeonnée au lait de chaux, puis les issues closes on y dégageait des vapeurs de formol. Les hommes pendant ce temps devaient se déshabiller complè-

tement, tous leurs vêtements étaient passés à l'étuve et eux-mêmes prenaient une douche. Les moyens étaient un peu brutaux puisqu'ils obligeaient les prisonniers à demeurer absolument nus pendant plusieurs heures au milieu du camp et sans aucun abri. Peut-être aurait-on pu agir autrement. Avoir par exemple des séries de vêtements à cet effet..., avoir une baraque d'attente... Le soir seulement ils regagnaient leur habitation. Cette opération se renouvelait tous les huit jours ; après cinq ou six séances les parasites avaient presque complètement disparu.

C'est malheureusement dans les salles où étaient recueillis les malades que ces mesures prophylactiques furent le plus difficile à réaliser. Des baraques spéciales isolées avaient été prévues comme « lazarets » ; elles contenaient environ trois à quatre cents lits, or c'était maintenant cinq à six mille malades qu'il fallait hospitaliser. Force fut donc d'utiliser comme hôpital de simples baraquements d'hommes. Dans ces constructions les couchettes étaient établies sur deux bas-flancs superposés. Cette disposition, défectueuse déjà pour des hommes valides, devint déplorable pour les typhiques. La literie fréquemment souillée fut bientôt insuffisante. Imagine-t-on maintenant ces immenses salles où six à sept cents malades pressés les uns contre les autres sont étendus sur de la paille, couchés sur deux rangées superposées, le médecin obligé pour examiner chacun d'eux soit de se glisser à l'étage inférieur, soit de se hisser par un savant rétablissement au premier étage. Un personnel infirmier insuffisant totalement incapable de procurer à chacun d'eux les soins que nécessite son état. Pour faciliter notre tâche nous procédâmes à une sélection parmi nos malades : le bas-flanc supérieur fut

occupé par les convalescents, tandis que le rez-de-chaussée pour ainsi dire était réservé aux typhiques en évolution. Quelques baignoires portatives nous furent fournies et nous pûmes traiter quelques cas par des bains répétés. Malgré tout, le linge et la literie manquèrent constamment.

Contre la maladie elle-même nous nous bornâmes à une médication symptomatique : puisque le cœur était le premier touché, c'est à le soutenir par la digitale et la caféine que tendirent la plupart du temps nos efforts. Des piqûres d'huile camphrée relevèrent l'état général. Les bains tièdes nous donnèrent aussi de bons résultats. Les médecins allemands qui nous avaient précédés usaient largement de l'urotropine. Nous ne savons pourquoi. Il nous a semblé, quant à nous, que l'usage répété de ce médicament correspondait à l'apparition de néphrites souvent sérieuses.

NOTRE SITUATION. — La gravité de l'épidémie eut tout au moins l'avantage d'améliorer la situation des médecins prisonniers. Des moyens efficaces nous furent fournis. On nous cantonna dans un espace réservé où des baraques en planches nous furent édifiées. Chacune de ces constructions offrait une chambre pour six ou sept médecins, dotée de lits en fer avec sommiers ; de chaque côté du couloir qui y donnait accès se trouvaient deux autres pièces, l'une pour les ordonnances, l'autre pour une salle de bain avec chauffe-bain ; des W. C. à chasse d'eau étaient aussi à notre disposition.

Des vêtements spéciaux en toile, des gants en caoutchouc, des antiseptiques et des poudres insecticides nous furent procurés. Après chaque visite, nous pûmes changer de vêtements, de linge et prendre une douche.

Une solde proportionnelle au grade nous fut payée



Tombs des médecins auxiliaires Périet et Dumas, décédés du typhus au camp de Cassel.

et nous permit de prendre à la cantine des officiers « Kasino » une nourriture suffisante. Les hommes de garde eurent alors à notre égard une attitude respectueuse, souvent même dévouée.

Malgré ces mesures prophylactiques rigoureuses, sur les 87 médecins du camp de Cassel une vingtaine furent atteints et deux moururent, les docteurs Périer et Dumas. Les docteurs Rigollot-Simonet, Lassallas, Natier, étaient décédés précédemment de la même maladie au camp de Langensalsa.

Le 30 juin, une note officielle nous prévenait qu'« à partir du 12 juillet tous les médecins français seraient relevés de leurs fonctions médicales et attendraient provisoirement au camp leur rapatriement en France qui pourrait s'effectuer vers le 15 juillet. » Cette communication nous laissa d'abord fort sceptiques ; que de fois déjà n'avions-nous eu semblable promesse ! Cependant, le 13 juillet, on nous prévint de nous tenir prêts à partir pour le lendemain.

Après une fouille minutieuse, nous quittâmes Cassel le 14 juillet pour Constance, où déjà de nombreux médecins et infirmiers avaient été concentrés. La joie de retrouver de vieux amis, compagnons de nos premiers jours de captivité dont nous avions été séparés par la suite, était malheureusement tempérée par les vides creusés dans nos rangs. En terminant cette relation, c'est une fois de plus vers ces modestes héros que s'oriente notre dernière pensée ; qu'il nous soit permis de leur renouveler ici l'adieu ému qu'au nom de tous notre doyen le professeur Bué, de la Faculté de Lille, leur adressait lors d'un pieux pèlerinage que nous fîmes à leurs tombes avant notre départ :

« Avant de quitter ce camp et peut-être l'Allemagne,

nous avons voulu donner un dernier témoignage tangible de sympathie, d'estime, de respect à ceux qui sont tombés au champ d'honneur et dont nous ne pouvons emporter que le vivant souvenir, leur dépouille mortelle restant confiée à la terre ennemie. Les victimes de demain peut-être viennent rendre hommage aux victimes d'hier, elles viennent leur dire la fierté de les avoir connues, elles font le vœu d'accomplir comme elles tout le devoir que commandent les circonstances. Devant vos tombes de Cassel et de Langensalva, chers camarades, nous nous inclinons une dernière fois, vous promettant d'être les rapporteurs fidèles de votre conduite exemplaire. Unis dans un même élan de douloureuse pitié, vos confrères, vos camarades vous disent adieu.

» Au nom de notre France éternelle, à vous et à tous ceux qui dorment ici, nous apportons l'expression de toute notre reconnaissance. »

CONCLUSIONS

I. — Les Allemands ne respectent pas la Convention internationale de Genève du 6 juillet 1906.

II. — Le personnel des services sanitaires et en particulier les médecins sont le plus souvent traités en simples prisonniers de guerre, le rôle médical qu'ils sont appelés à remplir ne leur assure aucun privilège. Ils peuvent être retenus même si leur concours n'est plus indispensable.

III. — Si donc dans un mouvement précipité de retraite l'on est contraint d'abandonner des blessés, il convient de ne laisser avec eux que le personnel strictement nécessaire.

IV. — Les prisonniers dans les camps d'Allemagne souffrent de deux fléaux : dans des camps d'apparence modèles une alimentation insuffisante les condamne à l'inanition ; dans d'autres, l'encombrement et le mépris de l'hygiène la plus élémentaire les exposent en plus à de meurtrières épidémies.

V. — Le seul moyen d'améliorer cet état de choses, c'est d'appliquer aux prisonniers allemands en France un traitement rigoureusement identique : « OEil pour œil, dent pour dent. »

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 29 octobre 1915.
Pour le Recteur :
Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
J. VIANEY.

VU ET APPROUVÉ :
Montpellier, le 29 octobre 1915.
Le Doyen,
MAIRET.

SERMENT

*En présence des Maîtres de cette École, de mes chers condisciples et devant l'effigie d'Hippocrate, je promets et je jure, au nom de l'Être suprême, d'être fidèle aux lois de l'honneur et de la probité dans l'exercice de la Médecine. Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent, et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail. Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront pas ce qui s'y passe; ma langue taira les secrets qui me seront confiés, et mon état ne servira pas à corrompre les mœurs ni à favoriser le crime. Respectueux et reconnaissant envers mes Maîtres, je rendrai à leurs enfants l'instruction que j'ai reçue de leurs pères.**

Que les hommes m'accordent leur estime si je suis fidèle à mes promesses! Que je sois couvert d'opprobre et méprisé de mes confrères si j'y manque!



MONTPELLIER — IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE
